**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRANDANGOULEME**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 11 DECEMBRE 2018**

Délibération
n° 2018.12.498

**Modalités
d'indemnisation du
personnel pour
l'utilisation du
véhicule personnel
sur le territoire
communautaire :
dérogation prévue
par le décret n°2007-
23 du 5 janvier 2007**

LE ONZE DECEMBRE DEUX MILLE DIX HUIT à 17h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis au siège de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême - 25 boulevard Besson Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **30 novembre 2018**

Secrétaire de séance : Bernard CONTAMINE

Membres présents :

Jean-François DAURE, Jean-Marie ACQUIER, Sabrina AFGOUN, Michel ANDRIEUX, Véronique ARLOT, Anne-Marie BERNAZEAU, André BONICHON, Xavier BONNEFONT, Laïd BOUAZZA, Jacky BOUCHAUD, Catherine BREARD, Gérard BRUNETEAU, Michel BUISSON, Gilbert CAMPO, Monique CHIRON, Bernard CONTAMINE, Françoise COUTANT, Véronique DE MAILLARD, Catherine DEBOEVERE, Françoise DELAGE, Bernard DEVAUTOUR, Gérard DEZIER, Denis DOLIMONT, Karen DUBOIS, Georges DUMET, François ELIE, Guy ETIENNE, Annette FEUILLADE-MASSON, Jeanne FILLOUX, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Martine FRANCOIS-ROUGIER, Fabienne GODICHAUD, Thierry HUREAU, Isabelle LAGRANGE, Elisabeth LASBUGUES, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Bertrand MAGNANON, Annie MARAIS, Jean-Luc MARTIAL, Pascal MONIER, Thierry MOTEAU, François NEBOUT, Yannick PERONNET, Bruno PROUX, Christophe RAMBLIERE, Mireille RIOU, Gérard ROY, Eric SAVIN, Zahra SEMANE, Alain THOMAS, Jean-Luc VALANTIN, Roland VEAUX, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU,

Ont donné pouvoir :

Anne-Sophie BIDOIRE à Véronique ARLOT, José BOUTTEMY à Isabelle LAGRANGE, Jean-Claude COURARI à Gilbert CAMPO, Jacques DUBREUIL à Denis DOLIMONT, Michel GERMANEAU à Guy ETIENNE, Joël GUITTON à François ELIE, André LANDREAU à Catherine DEBOEVERE, Philippe LAVAUD à Fabienne GODICHAUD, Catherine PEREZ à Gérard BRUNETEAU, Dominique PEREZ à Thierry MOTEAU, Marie-Hélène PIERRE à Bernard DEVAUTOUR, Jean REVEREAULT à Michaël LAVILLE, Bernard RIVALLEAU à Jean-François DAURE, Philippe VERGNAUD à Pascal MONIER

Excusé(s) :

Patrick BOURGOIN, Danielle CHAUVET, Jean-Marc CHOISY, Denis DUROCHER, Jean-Philippe POUSSET

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 DECEMBRE 2018

**DELIBERATION
N° 2018.12.498**

RESSOURCES HUMAINES

Rapporteur : Madame BERNAZEAU

MODALITES D'INDEMNISATION DU PERSONNEL POUR L'UTILISATION DU VEHICULE PERSONNEL SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE : DEROGATION PREVUE PAR LE DECRET N°2007-23 DU 5 JANVIER 2007

Par délibération n°395 du 29 juin 2017, le conseil communautaire a approuvé les conditions de remboursement des frais occasionnés lors des déplacements professionnels hors de leur résidence administrative, des agents communautaires et collaborateurs occasionnels, en application des décrets n°781 du 3 juillet 2006 et n°23 du 5 janvier 2007.

Certains agents sont également amenés dans le cadre de leurs missions à exercer des fonctions itinérantes occasionnelles au sein du territoire communautaire, en utilisant leur véhicule personnel.

Dans ces conditions, l'indemnisation intervient au moyen du versement d'une indemnité forfaitaire prévue par l'arrêté ministériel du 5 janvier 2007 quel que soit le nombre de kilomètres annuel parcouru. Son montant annuel est de 210 € bruts. En effet, le remboursement au moyen des indemnités kilométriques n'est possible qu'en cas de déplacement en dehors du territoire communautaire (résidence administrative).

Cependant, le service pays d'art et d'histoire qui assure des interventions et animations en soirée et week-end nécessitant parfois le transport de matériel spécifique d'expositions ou autre, est appelé à parcourir un volume très important de kilomètres sur l'ensemble du territoire communautaire pour répondre à ses missions, estimé à plus de 2 000 kms par agent et par an. L'indemnisation forfaitaire réglementaire est alors largement insuffisante pour couvrir les frais engagés.

Aussi, dans la mesure où l'utilisation des véhicules du pool-auto basé au siège de la communauté d'une part ou celle du réseau de transport collectif public d'autre part, ne permet pas de répondre à leurs besoins (disponibilité, horaires,...), le décret n°2007-23 suscitée autorise l'assemblée délibérante à déroger à la règle générale permettant alors aux agents concernés de bénéficier de l'indemnisation de l'utilisation de leur véhicule personnel, pour les besoins du service, sur la base d'indemnités kilométriques, même en cas de déplacements à l'intérieur de la résidence administrative.

L'incidence financière annuelle est estimée entre 1 800 € et 2 400 €, soit une somme bien inférieure à l'acquisition et la mise à disposition de véhicules de service.

Sous réserve de l'avis du comité technique,

Vu l'avis favorable de la commission finances, responsabilités sociétales du 6 décembre 2018,

Je vous propose :

D'ACCORDER aux agents communautaires du service Pays d'art et d'histoire, le bénéfice de l'indemnisation de l'utilisation de leur véhicule personnel, pour les besoins du service, sur la base d'indemnités kilométriques, même en cas de déplacements à l'intérieur de la résidence administrative. Cette autorisation s'appliquerait à compter du 1^{er} juillet 2018, date d'intégration dudit service au sein des services communautaires.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES,
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :	
<u>Recu à la Préfecture de la Charente le :</u> 18 décembre 2018	<u>Affiché le :</u> 19 décembre 2018